



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/22559  
2 mai 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### RAPPORT PRESENTE PAR LE SECRETAIRE GENERAL EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 19 DE LA RESOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SECURITE

#### INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, datée du 3 avril 1991. Au paragraphe 16 de cette résolution, le Conseil a réaffirmé que l'Iraq "est responsable, en vertu du droit international, de toute perte, de tout dommage - y compris les atteintes à l'environnement et la destruction des ressources naturelles - et de tous autres préjudices directs subis par des Etats étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq". Au paragraphe 17, le Conseil a décidé "que les déclarations faites par l'Iraq depuis le 2 août 1990 au sujet de sa dette extérieure sont nulles et de nul effet et [a exigé] que l'Iraq honore scrupuleusement toutes ses obligations au titre du service et du remboursement de sa dette extérieure". Le Conseil a aussi décidé, au paragraphe 18, "de créer un fonds de compensation pour les paiements dus au titre des réclamations relevant du paragraphe 16 et de constituer une commission qui sera chargée de gérer ce fonds".

2. Au paragraphe 19, le Conseil a chargé le Secrétaire général "d'élaborer et de soumettre à sa décision, dans les 30 jours suivant l'adoption de la présente résolution, des recommandations ayant trait au fonctionnement du Fonds créé en vertu du paragraphe 18 et à un programme d'application des décisions énoncées aux paragraphes 16 à 18, recommandations qui devront porter notamment sur les points suivants : la gestion du Fonds; le mode de calcul du montant approprié de la contribution de l'Iraq au Fonds, fondé sur un certain pourcentage de la valeur de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers, sans excéder une limite proposée au Conseil par le Secrétaire général et déterminée compte tenu des besoins du peuple iraquien, de la capacité de paiement de l'Iraq, évaluée avec le concours des institutions financières internationales eu égard aux charges afférentes au service de sa dette extérieure, et des besoins de l'économie iraquienne; les dispositions à prendre pour assurer le paiement des contributions au Fonds; les modalités d'affectation des sommes versées au Fonds et de paiement des montants dus au titre des réclamations; le mode approprié d'évaluation des préjudices et de recensement des réclamations et la méthode de vérification de la validité de

ces dernières, ainsi que le mode de règlement des litiges sur le point de savoir si les réclamations relèvent de la responsabilité de l'Iraq au sens du paragraphe 16; la composition de la commission [visée au paragraphe 18]". En formulant les recommandations ci-après, j'ai tenu compte de la nécessité d'assurer le maximum de transparence, d'efficacité, de souplesse et d'économie en ce qui concerne le cadre institutionnel à mettre en place pour appliquer les décisions figurant aux paragraphes 16 à 18 de la résolution.

## I. CADRE INSTITUTIONNEL

### A. Le Fonds

3. Le fonds créé par le Conseil au paragraphe 18 de sa résolution 687 (1991) sera mis en place par le Secrétaire général sous forme de compte spécial de l'ONU. Il sera dénommé "Fonds de compensation des Nations Unies" (ci-après appelé "le Fonds"). Il sera géré selon le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU. En tant que compte spécial de l'ONU, le Fonds bénéficiera donc, conformément à l'Article 105 de la Charte et à la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies, datée du 13 février 1946 <sup>1</sup>/, du statut, des facilités, des privilèges et des immunités accordés à l'Organisation des Nations Unies. Il sera utilisé pour le paiement de réparations en cas de "toute perte, de tout dommage - y compris les atteintes à l'environnement et la destruction des ressources naturelles - et de tous autres préjudices directs subis par des Etats étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq", comme prévu au paragraphe 16 de la résolution 687 (1991).

### B. La Commission

4. Le Fonds sera géré par la Commission que le Conseil de sécurité a constituée au paragraphe 18 de sa résolution 687 (1991). La Commission, qui sera dénommée Commission de compensation des Nations Unies (et ci-après "la Commission"), sera placée sous l'autorité du Conseil de sécurité, dont elle sera un organe subsidiaire. Conformément au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991), elle aura, dans l'exercice de ses fonctions, à s'occuper de toute une gamme de questions complexes - administratives, financières, juridiques et de politique générale - parmi lesquelles le mode de calcul de la contribution au Fonds, les modalités d'affectation des sommes versées au Fonds et de paiement des montants dus au titre des réclamations, le mode d'évaluation des préjudices et de recensement des réclamations et la méthode de vérification de la validité de ces dernières, ainsi que le mode de règlement des litiges. Etant donné la grande diversité des tâches dont la Commission aura à s'acquitter, il faudra à mon sens distinguer entre les questions de politique générale et les aspects fonctionnels de ses travaux. En d'autres termes, la Commission aura à la fois un rôle de décision et un rôle fonctionnel. Elle aura besoin d'un secrétariat pour la servir dans l'une et l'autre de ses fonctions.

### C. Structure et composition de la Commission

5. L'organe principal de la Commission sera un conseil d'administration de 15 membres, composé des représentants des membres en exercice du Conseil de sécurité. Le Conseil d'administration sera assisté d'un certain nombre de commissaires, auxquels il assignera leurs tâches. Il déterminera le nombre exact de commissaires en fonction des tâches à accomplir. Les commissaires seront des experts dans des domaines tels que les finances, le droit, la comptabilité, les assurances et l'évaluation des atteintes à l'environnement, et agiront à titre personnel. Ils seront, sur proposition du Secrétaire général, nommés par le Conseil d'administration en vue de tâches précises et pour un mandat déterminé. Le Secrétaire fera ses propositions en tenant dûment compte des éléments suivants : exigences d'une représentation géographique équitable, titres professionnels, expérience et intégrité. Le Secrétaire général dressera une liste d'experts auxquels il pourra être fait appel lorsqu'il s'agira de nommer des commissaires.

6. Un secrétariat composé d'un secrétaire exécutif et du personnel nécessaire sera constitué pour servir la Commission. Le Secrétaire exécutif aura pour responsabilité principale d'assurer la gestion technique du Fonds et le service de la Commission. Il sera nommé par le Secrétaire général après consultation avec le Conseil d'administration. Le personnel du secrétariat sera nommé par le Secrétaire général. Le Secrétaire exécutif et son personnel seront régis par le Statut et le Règlement du personnel de l'ONU.

### D. Statut, privilèges et immunités de la Commission

7. La Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies <sup>1</sup>/ sera applicable à la Commission et à son secrétariat. Les membres du Conseil d'administration auront le statut de représentants d'Etats, les commissaires celui d'experts en missions au sens de l'article VI de la Convention, le Secrétaire exécutif et le personnel du secrétariat celui de fonctionnaires au sens des articles V et VII de la Convention.

### E Dépenses de la Commission

8. Les dépenses de la Commission seront à la charge du Fonds. On trouvera au paragraphe 29 des recommandations plus détaillées sur la gestion budgétaire de la Commission.

### F. Siège de la Commission

9. Par souci d'économie et pour des raisons pratiques, tenant notamment aux services de secrétariat à assurer au Conseil d'administration et aux commissaires, la Commission devrait avoir son siège à New York; à défaut, elle pourrait l'avoir dans l'une des deux villes sièges de l'ONU en Europe, c'est-à-dire Genève ou Vienne. Le Conseil d'administration pourra décider si telle ou telle activité de la Commission doit être menée ailleurs qu'à son siège.

## G. Fonctions de la Commission

### 1. Le Conseil d'administration

10. En tant qu'organe de décision de la Commission, le Conseil d'administration sera chargé de fixer les orientations sur toutes les questions de principe, notamment celles qui ont trait à la gestion et au financement du Fonds, à l'organisation des travaux de la Commission, aux procédures à suivre pour instruire les dossiers de réclamations et régler les réclamations litigieuses, et aux versements du Fonds. Outre son rôle dans les décisions, le Conseil d'administration aura d'importantes tâches fonctionnelles à accomplir touchant les réclamations soumises à la Commission. Hormis le choix de la méthode à suivre pour alimenter le Fonds - choix qui devra résulter d'un consensus -, le Conseil d'administration devrait adopter ses décisions à la majorité d'au moins neuf de ses membres. Il n'y aura pas de veto au Conseil d'administration. Faute de consensus sur une question où le consensus est nécessaire, la question sera renvoyée au Conseil de sécurité à la demande de l'un quelconque des membres du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration pourra inviter les Etats qu'il estimera être particulièrement intéressés à ses travaux à participer sans droit de vote à ses délibérations. Il pourra aussi inviter des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU ou d'autres personnes à lui fournir des informations ou à l'aider de toute autre manière à examiner les questions de sa compétence. Le Conseil d'administration, au nom de la Commission, rendra compte périodiquement au Conseil de sécurité.

### 2. Les commissaires

11. Les commissaires seront chargés d'exécuter, selon les directives établies par le Conseil d'administration, les tâches et les fonctions que celui-ci leur confiera.

### 3. Le secrétariat

12. Le secrétariat sera chargé d'accomplir, sous la direction du Secrétaire exécutif, les tâches qui lui seront confiées par le Conseil d'administration et par les commissaires, et notamment d'assurer la gestion technique du Fonds et le service de secrétariat du Conseil d'administration et des commissaires.

## II. APPLICATION DES DECISIONS FIGURANT AUX PARAGRAPHES 16, 17 ET 18 DE LA RESOLUTION 687 (1991)

### A. Mode de calcul du montant approprié de la contribution de l'Iraq au Fonds

13. Conformément au cadre institutionnel décrit plus haut à la section I, il appartiendra au Conseil d'administration de déterminer le montant approprié de la contribution de l'Iraq au Fonds, sur la base des critères énoncés au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Pour s'acquitter de cette tâche, le Conseil d'administration devra prendre en considération les niveaux probables des futures recettes d'exportation du pétrole iraquien, les montants des dépenses militaires et des importations

d'armes dans le passé, le service de la dette extérieure de l'Iraq et les besoins de reconstruction et de développement de ce pays. L'objectif serait de régler les paiements de réparation dans des délais raisonnables. Le Conseil d'administration sera naturellement libre de s'inspirer, s'il le juge utile, des avis d'experts. Il souhaitera peut-être se faire assister par un ou plusieurs commissaires qui, aux termes des directives et attributions que leur aura données le Conseil d'administration, pourront fournir des conseils quant au montant approprié de la contribution de l'Iraq au Fonds et à la vérification périodique du versement dudit montant. En même temps que sera créé le Conseil d'administration, je procéderai aux consultations appropriées qu'appelle le paragraphe 19 de la résolution 687 (1991), afin que je puisse recommander dès que possible la limite que ne devra pas excéder la contribution de l'Iraq.

B. Dispositions à prendre pour assurer le paiement des contributions au Fonds

14. Les dispositions à prendre pour assurer le paiement des contributions au Fonds sont l'une des tâches les plus difficiles et les plus techniques dont la Commission a été chargée. Les décisions prises à cet égard détermineront, entre autres choses, la viabilité financière du Fonds et sa capacité d'acquitter les paiements de réparation approuvés par la Commission, ainsi que d'organiser le secrétariat et d'en rémunérer les membres.

15. En ce qui concerne les dispositions éventuelles à prendre pour assurer le paiement des contributions au Fonds, il importe évidemment de veiller à ce que le Fonds soit approvisionné de façon régulière et fiable, faute de quoi il ne pourra servir les fins essentielles pour lesquelles on l'a créé. Il est souhaitable aussi de rechercher des modalités de financement du Fonds qui permettent d'éviter la nécessité de procédures juridiques ou autres dans une multiplicité de juridictions et de pays tiers.

16. Le fondement légal des paiements de l'Iraq au Fonds est indiqué au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991). Conformément au paragraphe 33 de la résolution, l'Iraq a officiellement notifié à l'Organisation des Nations Unies son acceptation des dispositions de la résolution, y compris celles du paragraphe 19. Il découle de ce paragraphe 19 que la méthode envisagée par le Conseil de sécurité pour financer le Fonds consiste en une contribution de l'Iraq fondée sur un certain pourcentage de la valeur de ses exportations de pétrole, déterminé selon les modalités mentionnées au paragraphe 13 ci-dessus. Il découle aussi de la résolution que le Conseil de sécurité n'a pas envisagé d'utiliser, pour financer le Fonds, les "avoirs gelés" de l'Iraq que détiennent des pays tiers.

17. Dans ces circonstances, il y a plusieurs options pour s'assurer que l'Iraq fera des versements au Fonds, et notamment les suivantes :

a) L'Iraq verserait au Fonds le pourcentage établi de la valeur marchande de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers, cette valeur marchande étant calculée à la date d'exportation. Le versement se ferait en dollars des Etats-Unis et dans les 30 jours de l'exportation au départ de l'Iraq;

b) L'Iraq déposerait dans un compte de garantie bloqué des versements anticipés de sommes forfaitaires équivalant au montant estimatif de la contribution trimestrielle ou semestrielle exigée de lui. Ces versements forfaitaires seraient réévalués périodiquement;

c) Une partie matérielle des exportations serait prélevée et vendue sur le marché pour le compte du Fonds;

d) Le Fonds serait désigné, sur tout connaissance ou autre document d'expédition et sur toute lettre de crédit délivrée, comme en étant le seul bénéficiaire ou le cobénéficiaire. Après avoir prélevé la part qui lui revient, le Fonds verserait le reste à l'Iraq;

e) Un compte de garantie bloqué bénéficiant des privilèges et immunités nécessaires (par exemple à une banque centrale ou une institution internationale appropriée) serait désigné comme bénéficiaire sur tout connaissance ou autre document d'exportation et sur toute lettre de crédit délivrée. Le dépositaire légal verserait au Fonds la somme désignée pour satisfaire aux paiements de réparation et verserait le reste à l'Iraq.

Il appartiendra au Conseil d'administration de choisir entre ces diverses options.

18. Toutes ces méthodes présupposent la coopération de l'Iraq et la stricte supervision des exportations de pétrole et de produits pétroliers en provenance de l'Iraq. A cette fin, la Commission devrait prévoir les contrôles appropriés. Quelle que soit l'option retenue, le Conseil d'administration signalera au Conseil de sécurité tout manquement de l'Iraq à faire face à ses obligations de paiement.

19. Force est d'admettre qu'en toute probabilité l'Iraq ne pourra reprendre ses exportations de pétrole avant un certain temps. A court terme, le Fonds ne pourra vraisemblablement pas être approvisionné par des recettes à ce titre; il faut donc réfléchir aux moyens de financer les travaux de la Commission, question abordée au paragraphe 29 ci-après, mais plus particulièrement, pour l'immédiat, au financement du Fonds à l'aide de ressources autres que celles qu'assurera une reprise des exportations de pétrole iraquien.

### C. Procédure applicable aux réclamations

20. La procédure relative aux réclamations, telle qu'elle est définie au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) - à savoir les modalités d'affectation des sommes versées au Fonds et de paiement des montants dus au titre des réclamations, le mode approprié d'évaluation des préjudices et de recensement des réclamations et la méthode de vérification de la validité de ces dernières, ainsi que le mode de règlement des litiges relatifs aux réclamations -, est le principal objet des paragraphes 16 à 19 de la résolution 687 (1991). C'est dans ce domaine de travail de la Commission que la distinction entre organes directeurs et organes techniques est la plus importante. La Commission n'est pas une cour ni un tribunal d'arbitrage devant lesquels comparaissent les parties; c'est un organe politique qui

accomplit essentiellement une fonction d'enquête consistant à examiner les réclamations, à en vérifier la validité, à évaluer les pertes, à déterminer le montant des paiements et à régler les différends relatifs aux réclamations. C'est seulement dans ce dernier domaine qu'elle peut être amenée à remplir une fonction quasi judiciaire. Etant donné la nature de la Commission, il est particulièrement important de garantir dans la procédure le respect des formes régulières. C'est aux commissaires qu'incombera cette fonction. En tant qu'organe directeur de la Commission, le Conseil d'administration sera chargé d'établir les directives concernant la procédure applicable aux réclamations. Les commissaires appliqueront ces directives pour examiner les réclamations présentées et pour régler les différends relatifs aux réclamations. Ils feront des recommandations appropriées au Conseil d'administration, qui décidera en dernier ressort. Les recommandations ci-après sont présentées, pour plus de commodité, sous trois grandes rubriques : la présentation des réclamations; l'examen des réclamations; et le paiement des montants dus au titre des réclamations.

#### 1. Présentation des réclamations

21. En ce qui concerne la présentation des réclamations, le Conseil d'administration doit décider d'abord de quelle manière les réclamations des Etats étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères doivent être présentées à la Commission. Il est recommandé que la Commission ne considère, en règle générale, que les réclamations groupées présentées par un Etat en son propre nom ou au nom de personnes physiques ou morales ayant sa nationalité. La présentation de réclamations individuelles amènerait la Commission à examiner des dizaines de milliers de réclamations, ce qui demanderait une dizaine d'années au moins, et risquerait d'entraîner des inégalités dans la présentation des réclamations au détriment des petits requérants. Il appartiendra à chaque Etat de décider de la procédure à suivre sur le plan interne pour le groupement des plaintes, en fonction de son propre système juridique, de sa pratique et de ses procédures. Le Conseil d'administration pourrait, en outre, considérer la possibilité d'appliquer une procédure légèrement différente dans des cas exceptionnels où il s'agit de réclamations très importantes et très complexes. Il pourrait examiner si ces réclamations, dont il devra, bien entendu, définir le caractère, peuvent être présentées individuellement à la Commission par des Etats, des particuliers ou des sociétés et si l'Etat, le particulier ou la société en question peut être autorisé à présenter des réclamations de ce type.

22. Dans ce contexte, il y a une autre question que la Commission devrait examiner et au sujet de laquelle le Conseil d'administration devrait établir des directives, à savoir la question de l'exclusivité ou de la non-exclusivité de la procédure en matière de réclamations prévue au paragraphe 19 de la résolution. Il ressort clairement du paragraphe 16 de la résolution que la question des dettes et obligations de l'Iraq antérieures au 2 août 1990 est une question entièrement distincte qui sera traitée "par les voies normales". Le paragraphe 16 indique aussi clairement que la résolution et la procédure prévue au paragraphe 19 sont liées à l'obligation de réparer en droit international. La Commission créée par la résolution 687 (1991) ne saurait avoir compétence exclusive pour examiner les réclamations résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. En d'autres

termes, il est entièrement possible, et même probable, que certains requérants présenteront individuellement des réclamations contre l'Iraq dans le cadre de leurs systèmes juridiques nationaux. La possibilité d'actions parallèles engagées sur le plan international - devant la Commission - et sur le plan interne - devant des tribunaux nationaux - ne saurait être négligée. Il est donc recommandé que le Conseil d'administration établisse des directives concernant la non-exclusivité de la compétence en matière de réclamations ainsi que des mécanismes appropriés pour coordonner les actions aux niveaux international et national afin que le montant total des indemnités accordées par la Commission et par une commission ou un tribunal national ne dépasse pas le montant de la perte. Un problème particulier risque de se poser à cet égard en ce qui concerne les jugements par défaut rendus par des tribunaux nationaux.

23. En dehors de la décision à prendre au sujet du groupement des réclamations, le Conseil d'administration voudra peut-être établir différentes catégories de réclamations en fonction de leur type et du montant de l'indemnité demandée. En classant les réclamations par type, on pourrait, par exemple, faire une distinction entre les réclamations pour décès ou préjudice corporel et les réclamations pour dommages matériels, dommages causés à l'environnement ou dommages dus à la destruction de ressources naturelles. En classant les réclamations selon le montant de l'indemnité demandée, on pourrait, par exemple, distinguer trois catégories de réclamations selon qu'elles portent sur des montants faibles, moyens ou élevés. On pourrait distinguer aussi entre les pertes subies par les Etats et celles subies par les personnes physiques et les sociétés.

24. Le Conseil d'administration pourrait demander aux Etats d'utiliser ce classement par catégorie lorsqu'ils présentent leurs demandes groupées. Il devrait aussi établir des directives concernant les modalités de présentation des réclamations en indiquant, par exemple, le type de document à soumettre à l'appui de la réclamation et les délais prescrits pour la présentation des réclamations. Ces délais devraient être suffisants pour permettre aux Etats d'établir et d'appliquer une procédure interne pour rassembler et regrouper les réclamations. Il est recommandé qu'un délai fixe soit établi pour la présentation de toutes les réclamations. Ce délai pourrait être de deux ans à compter de l'adoption des directives. Mais le Conseil d'administration pourrait aussi fixer des délais différents selon les types de réclamations, de manière à ce que la priorité soit accordée à certaines réclamations - par exemple aux réclamations pour décès ou préjudice corporel. J'estime, à cet égard, qu'il serait préférable d'examiner en priorité les petites réclamations relatives aux pertes subies par des particuliers de manière à les régler avant d'examiner les réclamations relatives aux pertes subies par les Etats étrangers et par les sociétés.

## 2. Examen des réclamations

25. L'examen des réclamations comportera la vérification de leur validité et l'évaluation des préjudices, ainsi que le règlement des litiges concernant les réclamations contestées. La plus grande partie de cette tâche n'est pas de nature judiciaire; en revanche, le règlement des litiges concernant les réclamations contestées serait quasi judiciaire. On prévoit que l'examen des



réclamations incomberait principalement aux commissaires. Cependant, avant de vérifier la validité des réclamations et d'évaluer les préjudices, il faudra déterminer si les préjudices faisant l'objet des réclamations sont des préjudices au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991), c'est-à-dire si la perte, le dommage ou le préjudice est direct et résulte de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Il est recommandé que le Conseil d'administration établisse, à l'intention de tous les requérants et des Commissaires, des directives détaillées sur ce qui constitue un préjudice direct.

26. Les réclamations seront adressées à la Commission. La Commission procédera à un examen préliminaire des réclamations, qui sera effectué par le secrétariat, pour déterminer si elles répondent aux conditions de forme fixées par le Conseil d'administration. Les réclamations seraient ensuite soumises pour vérification et évaluation à des chambres composées normalement de trois commissaires. Il est recommandé que dans l'accomplissement de cette tâche, les commissaires soient dotés des pouvoirs nécessaires pour demander des preuves supplémentaires, pour tenir des audiences au cours desquelles les gouvernements, personnes physiques et sociétés pourront présenter leurs vues et pour entendre les dépositions d'experts. Le Conseil d'administration voudra peut-être étudier la question d'une aide éventuelle pour que les pays disposant de moyens financiers limités soient adéquatement représentés. L'Iraq sera informé de toutes les réclamations et aura le droit de présenter ses observations aux commissaires dans les délais fixés par le Conseil d'administration ou par la chambre chargée d'examiner la réclamation. Les recommandations des commissaires concernant la vérification et l'évaluation des réclamations seront définitives sous réserve seulement de l'approbation du Conseil d'administration, qui prendra la décision définitive. Le Conseil d'administration devrait avoir le pouvoir de renvoyer, s'il le juge bon, une réclamation aux commissaires pour examen complémentaire.

27. Si un requérant allègue que la chambre chargée de l'examen de sa réclamation a commis une erreur sur un point de droit ou de procédure ou sur un point de fait, le différend sera porté devant un conseil de commissaires qui devrait statuer sur la base de directives établies par le Conseil d'administration et du Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI sera modifié en tant que de besoin. La décision définitive sera prise par le Conseil d'administration.

### 3. Paiement des montants dus au titre des réclamations

28. Il est à prévoir qu'à tout moment la valeur des réclamations approuvées par la Commission dépassera largement les ressources du Fonds. Il appartiendra par conséquent à la Commission de décider de l'affectation des sommes versées au Fonds et de fixer une procédure pour le paiement des montants dus au titre des réclamations. Il est recommandé que le Conseil d'administration établisse des critères pour l'affectation de ces sommes en tenant compte de l'importance des réclamations, de l'étendue des préjudices subis par le pays intéressé et de tous autres facteurs pertinents. Peut-être faudrait-il faire à ce sujet une distinction entre le Koweït, d'une part, et les autres pays, d'autre part. Quant au paiement des montants dus au titre

des réclamations, il sera fait exclusivement aux gouvernements puisque les réclamations seront groupées et présentées par des gouvernements. C'est aux divers gouvernements qu'il incombera de répartir ces montants de manière appropriée entre les requérants individuels. Le Conseil d'administration devrait établir d'autres directives concernant le paiement des montants dus au titre des réclamations; il devrait, par exemple, déterminer si les montants doivent être payés intégralement ou selon un certain pourcentage. Dans ce dernier cas, les parties de ces montants non payées subsisteront à titre d'obligations.

#### D. Frais de la Commission

29. Les frais de la Commission, y compris ceux du Conseil d'administration, des commissaires et du secrétariat, devraient en principe être prélevés sur le Fonds. Cependant, comme le Fonds ne sera adéquatement financé qu'après un certain temps, il faut examiner les incidences financières du programme proposé. Il est recommandé d'aviser d'urgence aux moyens de faire face aux dépenses initiales de la Commission.

#### Note

1/ Résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale.

-----